

L'Humanité



L'Œuvre

Prolétaires de tous les pays,
unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

vendredi
3 décembre 1976

No 579

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Le front du logement

Un front important de la lutte de classe

A l'approche des élections législatives les politiciens et partis bourgeois se préoccupent tout particulièrement du «cadre de vie».

Giscard a déclaré il n'y a pas longtemps s'intéresser personnellement à la question. Les partis «de gauche» qui ont consacré dans leur Programme commun un chapitre au «cadre de vie» ne sont pas en reste. Le PS s'agit fort dans un certain nombre d'associations qu'il essaye d'influencer.

Le PCF vient de faire, comme le déclare l'Humanité dimanche, une «première» en publiant une «Charte d'action pour la défense et l'amélioration du cadre de vie dans les Hauts-de-Seine».

D'après le secrétaire de Fédération, membre du CC du parti révisionniste, elle «permettrait une amélioration immédiate pour les populations concernées» y compris «un environnement agréable et de qualité».

Si les différents partis bourgeois mettent en avant cette question c'est qu'elle touche non seulement la petite et moyenne bourgeoisie mais aussi la classe ouvrière qui a besoin pour reproduire sa force de travail de se loger, se nourrir, se vêtir.

La diminution des salaires, le chômage éprouvent durement les travailleurs qui sont de plus en plus obligés de se priver, de s'endetter, au risque de tomber sous le coup des saisies et d'expulsions. Les partis bourgeois cherchent à récupérer et dévoyer le mécontentement croissant qui en résulte par de fallacieuses promesses à visées électorales.

Quant à nous, marxistes-léninistes, nous appelons les travailleurs à lutter pour améliorer leurs conditions de vie dans les quartiers comme dans les entreprises. Les luttes contre les augmentations de loyers, de charges, contre les saisies et expulsions font partie intégrante de la lutte pour la défense du pouvoir d'achat.

Elles permettent de forger l'unité entre travailleurs actifs et chômeurs, entre la classe ouvrière et d'autres couches sociales également touchées par la crise capitaliste.

(Suite p. 3)

Selon Chine Nouvelle

20 000 espions soviétiques en France !

Selon l'Agence «Chine nouvelle», il y a actuellement 20 000 espions soviétiques résidant en France, 10 000 en Allemagne occidentale et un millier environ en Italie.

Dans une importante analyse intitulée «L'espionnage soviétique se développe

en Europe occidentale», l'Agence chinoise écrit notamment :

«Depuis le début de l'année les sociaux-impérialistes soviétiques ont intensifié leurs activités d'espionnage dans les pays ouest-européens, derrière les écrans

de fumée de la «détente» et de la «coopération amicale» et d'échanges scientifiques et techniques».

On se souvient qu'il y a un mois à peine, un espion soviétique était pincé par les services de contre-espionnage français alors qu'il contactait un ingénieur pour se faire remettre des plans industriels. Il y a quinze jours, 2 nouveaux espions pro-soviétiques étaient arrêtés en Suisse, peu de temps après l'affaire «Jeanmaire» qui fit un certain bruit.

Cette semaine, on apprend que c'est à Cologne que vient d'avoir lieu une nouvelle arrestation en flagrant délit.

Tous les moyens sont bons pour le social-impérialisme dans sa quête aride de renseignements en tous genres : économiques, financiers, commerciaux, technologiques, politiques, militaires ; du chantage à la corruption en passant par les pressions de toutes sortes.

C'est ainsi que le KGB oblige les femmes soviétiques mariées à l'étranger à fournir divers renseignements divers sur les pays occidentaux dont elles ont acquis la nationalité par leur mariage (rien qu'en Italie, elles seraient 2 000).

(suite p. 2)

Le conseil des ministres à Lille

Le grand cirque

76 000 chômeurs officiels sur une population de 4 millions d'habitants dans la région Nord-Pas-de-Calais, 4 200 licenciements en un an dans le textile rien que dans le secteur de Roubaix-Tourcoing ; ces deux chiffres illustrent à eux seuls, la réalité d'une situation catastrophique et qui s'aggrave sans cesse dans cette région comme dans tout le reste du pays pour les masses populaires.

Et c'est pour «connaître cette réalité» pour inciter la population à l'effort, pour lui témoigner de sa compréhension que l'État-major de la bourgeoisie est venu faire un tour dans la région !

Si les organes d'information, de la presse à la radio, des diverses cliques politiques bourgeoises font grand tapage sur l'opération elle n'a rencontré qu'indifférence ou hostilité chez les habitants de la région.

Par contre tous les partis politiques bourgeois, ceux qui composent la majorité présidentielle comme ceux du Programme commun ont participé à l'opération à des titres divers.

Giscard qui a des difficultés avec les chiraquiens de sa majorité est venu se

réconforter en renouant le dialogue avec l'«Union de la gauche» par l'intermédiaire de Mauroy (maire de Lille, dirigeant du PS) et 6 délégués CGT de l'usine Renault de Douai, qui ont été reçus en tête à tête à leur demande lors de la visite présidentielle.

Pendant que leurs petits copains conversaient poliment avec le chef de l'État quelques représentants du PCF, du PS, de la CGT et de la CFDT organisaient une mini-manifestation pour vanter les mérites du Programme commun afin de faire sérieux.

Chacun a tenu son rôle et pouvait légitimement se féliciter à l'issue de la représentation. Giscard se réjouissait des «conversations très libres et très ouvertes» avec les élus de la «gauche» et qualifiait la rencontre de «date importante dans l'histoire politique récente».

Le PS est satisfait d'avoir pu faire part des difficultés de la région au gouvernement et d'avoir «honoré la république et honore la démocratie» en montrant sa bonne volonté et son souci de participer au redressement de l'économie capitaliste. Le PCF quant à lui, rage de n'avoir eu droit qu'au strapontin dans l'affaire mais en a profité pour présenter, tel un lapin sorti d'un chapeau de prestidigitateur, un programme de «sauvetage» pour la région Nord-Pas-de-Calais : plus de chômage, plus de licenciements, et la relance de la consommation... De vrais magiciens. (Suite p. 3)



Les grévistes de la Caisse d'Épargne tiennent bon

Le 3^e mois de grève est entamé

Mardi matin, l'assemblée générale des grévistes de la CEP a voté à une écrasante majorité la reconduction de la grève démarrée le 6 octobre. Face à la tactique patronale de guerre d'usure, des employés ont posé le problème du durcissement de la grève et par là-même de l'occupation des locaux.

Cette position qui était soutenue par la section CFDT a été par contre combattue vivement par le syndicat Autonome majoritaire, dirigé par le PCF, qui tient à conserver son implantation chez les cadres, à se montrer «responsable» à l'approche des échéances

électorales et conformément à sa revendication de démocratisation du Conseil d'administration. Il est sûr qu'une Caisse d'Épargne est moins directement utilisable par les révisionnistes que peut l'être une imprimerie (cf Parisien Libéré). Pour leur sale travail ils ont eu recours à des arguments dont le but était «d'effrayer» les employés devant les modalités pratiques de l'occupation. Ils sont allés jusqu'à rappeler l'incendie de l'hôpital Méridien occupé par les grévistes. Ils ont réussi à ce que le débat soit sanctionné par un refus de l'assemblée générale.

(suite p. 4)

32^e anniversaire de la République Populaire d'Albanie

Soirée d'amitié franco-albanaise

Vendredi 3 décembre 1976 à 20 Heures salle de la Mutualité

24 Rue Saint-Victor Paris Métro Maubert-Mutualité

organisée par l'Association des Amitiés Franco-Albanaises

Doumeng devient vice-président de l'Alliance coopérative internationale
p.3

Timor oriental

UN AN DE LUTTE
REVOLUTIONNAIRE

Cela fait une année que le peuple de Timor lutte pour sa liberté et pour son indépendance.

Depuis cette année, le peuple de Timor Oriental animé de cet esprit résolu : «l'indépendance ou la mort» a surmonté toutes sortes de difficultés, et a utilisé tous les types d'armes à sa disposition pour résister courageusement aux agresseurs.

Pour affronter ce petit pays voisin, habité seulement par 600 000 personnes, l'Indonésie a envoyé des dizaines de milliers de soldats des forces terrestres, navales et aériennes. Les autorités indonésiennes ont tenté de faire plier ce peuple en recourant à un sanglant massacre. Depuis plus d'un an, les forces armées du Fretilin continuent de harceler les

envahisseurs et contrôlent encore les 85 % du territoire. L'ennemi n'occupe que quelques bourgs et villes et certaines lignes de communication, tandis que les vastes régions rurales restent entre les mains des patriotes. Les forces armées patriotiques, dont le nombre va croissant, peuvent non seulement tendre des embuscades à l'ennemi par groupes

de 10 ou 20 hommes, mais aussi déclencher des opérations d'envergure. Au cours de leurs attaques dans la région du Suai, de la mi-septembre au début d'octobre de cette année, elles ont mis hors de combat plus de 200 soldats ennemis. Les fortins ennemis, même importants, sont souvent exposés aux raids des forces armées patriotiques. Certains d'entre eux ont même dû être évacués. Le journal indonésien «Kompas» rapportait que le Président indonésien Suharto avait concédé cet aveu à la fin du mois d'août : «Le Fretilin est encore une force qu'on doit prendre en considération sur le territoire».

En outre, selon la radio de la République démocratique de Timor Oriental, le comité permanent du comité central du Front révolutionnaire pour l'Indépendance de Timor Oriental (Fretilin) a tenu récemment une réunion dans la région sous son contrôle pour discuter les problèmes politique, militaire et économique. Le comité pense avec conviction pouvoir remporter la victoire dans la lutte pour la défense de l'indépendance du pays.

Outre cette dénonciation de l'agression indonésienne et une réaffirmation de la détermination du peuple timorais, un communiqué, publié à l'issue de cette réunion appelle tous les pays progressistes épris de paix, en particulier les pays du tiers monde et toutes les organisations internationales à s'unir solidement afin de forcer le gouvernement indonésien à appliquer les résolutions de l'assemblée générale de l'ONU, du Conseil de sécurité et de la 5e conférence au sommet des non-alignés et à retirer toutes ses troupes de Timor Oriental immédiatement, totalement et indonditionnellement.

Projet de loi scélérate au conseil des ministres
**Indépendance totale
pour les Comores**

Mercredi dernier le Conseil des ministres a adopté un projet de loi visant à faire de l'île de Mayotte une «collectivité territoriale d'un type particulier». Mais l'île de Mayotte fait partie de l'archipel des Comores, ancienne colonie française qui a proclamé son

Selon Chine Nouvelle

20 000 espions soviétiques
agissent en France !

Suite de la p. 1.

Cette activité d'espionnage est d'envergure. Elle s'exerce de la même manière aux Pays-Bas, en Suisse, en Grèce, en Finlande et dans d'autres pays scandinaves.

A côté des espions occasionnels ou réguliers, les agents patentés du KGB et du GRU (espionnage militaire) prolifèrent. Leur nombre serait passé de 700 en 1972 à plus de 1 900 en 1976, dans les pays occidentaux.

L'Agence chinoise précise les détails suivant sur l'espionnage soviétique à travers l'Europe :

— Grèce : D'après les révélations de la presse grecque elle-même, Ivan Ivanovitch Oudaltsov, membre du KGB, a, en tant qu'ambassadeur d'URSS à Athènes, entretenu des contacts secrets avec certains partis politiques grecs pour s'immiscer dans les affaires intérieures de ce pays. Il dirige effectivement ceux qui œuvrent au renversement du gouvernement grec. En mai dernier, il a été convoqué par le ministre grec des Affaires étrangères qui l'a mis en garde contre son activité. Certains journaux grecs exigent avec véhémence son expulsion.

— Finlande : Un député finlandais a déclaré devant le parlement que l'ambassade russe à Helsinki a invité un groupe de militants d'un parti politique en avril dernier pour les dresser contre d'autres membres de ce parti, faisant ainsi sentir le poids de l'influence soviétique à la veille de la réélection de la direction de ce parti. L'ambassade soviétique n'a pas cru bon de le démentir.

— Danemark : Des navires soviétiques pénètrent fréquemment dans les eaux territoriales danoises pour recueillir des secrets militaires. Les autorités danoises ont publié une réglementation spéciale concernant le traitement à observer envers les navires de guerre soviétiques, prévoyant notamment le tir sans sommation sur tous navires de guerre surpris dans les eaux territoriales.

— France : Des navires de guerre de surface et des

sous-marins s'approchent de très près des ports français à des fins d'espionnage.

— Allemagne de l'Ouest :

Trois missions militaires soviétiques ont mené des reconnaissances stratégiques systématiques en Allemagne de l'Ouest, révèle un ouvrage récent. Selon ce texte, le but des officiers soviétiques était de mettre au point un dispositif offensif contre l'OTAN. D'autre part, des camions civils soviétiques, conduits par des officiers de renseignements de l'état-major de l'armée soviétique ont effectué entre 50 et 60 trajets par semaine entre la RFA et les Pays-Bas, mesurant au passage la profondeur des rivières, effectuant des relevés de terrains le long du parcours et choisissant la meilleure route pour les chars.

Enfin, les navires marchands soviétiques ne cessent d'espionner les eaux territoriales et les ports d'autres pays comme l'Espagne et la Grande-Bretagne pendant que des agents spécialisés s'infiltrent dans des compagnies industrielles et commerciales de tous les pays d'Europe occidentale.

A cette énorme activité d'espionnage, il faut ajouter celle qu'exercent, au profit des intérêts du social-impérialisme russe les partis révisionnistes en Europe. Il faut se souvenir du rôle joué par le 4e et le 5e gouvernement portugais de Vasco Gonçalves, contrôlé par le PCP de Cunhal, dans le resserrement des «liens d'amitié» avec le social-impérialisme russe. Non contents d'ouvrir largement les portes de leurs pays aux espions russes, les révisionnistes du PCP ont eux-mêmes, en échange de roubles sonnants et trébuchants, livré à Brejnev toute une série d'informations vitales pour l'indépendance du pays. Ce rôle de véritable 5e colonne du social-impérialisme russe est assumé plus ou moins ouvertement par tous les partis révisionnistes occidentaux en échange d'avantages politiques, matériels et financiers.

A l'heure où Brejnev manifeste la prétention de venir visiter notre pays, ces faits doivent être dénoncés haut et fort. Il est à ce sujet particulièrement scandaleux que le gouvernement français, si peu avare de discours ronflants sur l'indépendance nationale, tolère le développement de cette offensive destinée à servir les projets agressifs de l'URSS, sans souffler mot et se fasse le propagandiste zélé d'une prétendue «détente» que les faits démentent de manière aussi flagrante.



COMBATTANTS
DU FRETLIN

SOLIDARITE OUVRIERE
AVEC MARGARITA BAEZ

Suite à l'article paru dans le journal du week-end des 12-13 novembre sur les tortures infligées par le gouvernement militaro-fasciste du Paraguay à la militante patriotique Margarita Baez, un groupe d'ouvrières de la Sescosem (Thomson) de Grenoble a rédigé, pendant les 40 minutes de pause-repas, une lettre de protestation (ci-jointe) contre ces mesures fascistes qui règnent au Paraguay.

A la question : «A qui on adresse cette lettre ?», la réponse a été claire, pleine de colère : «Au président ! au plus haut ! le salaud !». Inutile de dire que cette petite discussion (à cause du manque de temps) qu'on a eue a été très vivante.

Monsieur le Président de
la République du Paraguay

Nous avons pris connaissance par le journal des communistes marxistes-léninistes l'Humanité rouge, des tortures que vous avez fait subir à Margarita Baez, geste criminel de la part de votre gouvernement, car cela montre que la démocratie dans votre pays n'existe pas, mais, par contre, vous gouvernez sous une dictature militaire et fasciste qui veut s'imposer au peuple par la peur, la brutalité et la répression (chose déjà connue dans tous les pays).

Les personnes démocrates de tous les pays ne peuvent que s'indigner et s'opposer fortement à

vos pratiques cruelles, fascistes.

De toute façon, sachez que face à la répression que vous exercez sur le peuple paraguayen, vous trouverez de plus en plus de milliers de «Margarita Baez» de partout au Paraguay qui se lèveront contre ce système de gouvernement qui ne fait qu'aggraver de jour en jour le sort du peuple paraguayen pour les profits des impérialistes américains et le vôtre.

Celui qui est fort et bien aimé du peuple n'a pas besoin de la force pour se faire accepter.

Margarita Baez reste désormais l'héroïne du peuple paraguayen !

Un groupe d'ouvrières de
la Thomson Sescosem
à St Egrève (Isère).

nouvelles intérieures

Doumeng devient vice-président de l'Alliance coopérative internationale

Décidément, il n'est pas une semaine sans que Doumeng, ce représentant typique de la nouvelle bourgeoisie, secrétée par le faux parti communiste de Georges

Marchais, fasse parler de lui. Nous venons d'apprendre, en effet, que ce grand patron de l'industrie agro-alimentaire française, vient de se faire élire à Londres, à

l'unanimité, à la vice-présidence de l'alliance coopérative agricole internationale. Cette « alliance » est composée de 39 pays, regroupant les principaux pays impérialistes, dont la superpuissance américaine. On notera en passant que le président de l'alliance n'est autre qu'Olof Palme, l'ex-premier ministre social-démocrate de Suède.

Cette élection intervient à un moment où la coopération agricole, notamment en France, a de plus en plus de mal à mystifier les petits et moyens paysans, dont le fruit du travail est autant pillé par les trusts privés que par les grosses entreprises dites « coopératives ».

Or, Doumeng a su montrer aux capitalistes ce que signifiait la soi-disant « démocratisation » de la coopération, telle que l'envisage le programme du PCF, ainsi que le programme commun.

Doumeng, avec ses « coopératives », réalise chaque année un chiffre d'affaire supérieur à 12 milliards de F actuels. Et croyez-vous que cet argent retourne aux coopérateurs ? Il est bien évident que non ! Ces milliards

servent à extorquer de nouveaux milliards aux petits et moyens paysans et aux ouvriers embauchés dans ces entreprises.

Les « réalisations » du sieur Doumeng sont la preuve concrète des limites de la coopération agricole dans le cadre du capitalisme monopoliste d'Etat. Bien qu'étant conçu au départ comme un mouvement de défense face aux entreprises « privées », la coopération agricole a été bien vite un instrument d'exploitation et de pillage de la paysannerie travailleuse pour les capitalistes de tout acabit. Cela tient au fait que les coopératives ne peuvent être indépendantes du marché capitaliste et qu'en second lieu elles sont prises en main par les paysans riches et les gros propriétaires fonciers.

On peut s'en douter, la place que vient d'obtenir Doumeng lui permettra de réaliser de nouvelles et bonnes affaires pour le compte de son groupe ; groupe qui, on le sait, est étroitement lié aux finances du PCF d'une part, et à la banque pour l'Europe du nord (dont les fonds sont soviétiques) d'autre part.

Le front du logement

Un front important de la lutte de classe

Suite de l'éditorial

Elles permettent aussi d'intégrer à la lutte des éléments du peuple qui ne sont pas directement exploités tels les retraités et les femmes au foyer qui peuvent y jouer, comme les chômeurs, un rôle extrêmement actif. Pour apprécier l'importance de cette question, il faut se souvenir que, lors de la Commune de Paris, le report sur plusieurs mois du paiement des loyers, à une époque où saisies et expulsions étaient légion, a grandement contribué à souder l'unité du peuple de Paris derrière la Commune.

Mais si ce front de lutte est important, ce n'est pas le principal. Engels a montré dans son ouvrage « La question du logement » qu'il était utopique de penser que la baisse du prix du logement et des autres marchandises pouvait entamer la masse de plus-value que les capitalistes extorquent à la classe ouvrière. « Tout abaissement un peu durable, a-t-il indiqué, des prix de moyens de subsistance de l'ouvrier revient en se basant sur les lois d'airain de la doctrine d'économie politique », à exercer une pression sur la valeur de la force de travail qui entraîne finalement une baisse correspondante du salaire.

Ce n'était nullement pour diminuer d'importance les luttes sur ce front mais pour rappeler que « le pivot

autour duquel s'organise l'exploitation du travailleur », c'est la vente de la force de travail et l'extorsion de la plus-value.

La lutte pour l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers ne saurait donc constituer le fer de lance de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie. C'est dans les entreprises que les travailleurs sont directement exploités. C'est des grandes entreprises tout particulièrement, comme l'a souligné Lénine, que le parti révolutionnaire du prolétariat doit faire ses bastions.

Ceci ne diminue en rien l'importance des luttes dans les quartiers d'habitation, notamment contre les hausses de loyer, les augmentations des prix, les impôts divers, les saisies et expulsions. Mais cela doit nous conduire à les considérer dans le cadre de notre orientation fondamentale, et de la conquête par le prolétariat révolutionnaire du pouvoir d'Etat. C'est en se plaçant du point de vue du prolétariat que nous devons lier ces luttes à celles des chômeurs et des travailleurs exploités dans les entreprises (notamment grâce aux comités de soutien), dénoncer toute tentative de récupération par les partis bourgeois de droite comme de « gauche », et assurer l'hégémonie du prolétariat sur ses alliés dans la conduite des luttes populaires.

Le conseil des ministres à Lille

Le grand cirque

Suite de la p. 1.

Mais les ronds de jambe, courbettes, discours d'auto-satisfaction et promesses démagogiques de tout ce beau monde ont aussi pour toile de fond une lutte à couteaux tirés dans la perspective des prochaines municipales. L'UDR présente un candidat contre D'Ornano, le giscardien à Paris ; Giscard est venu soutenir son candidat Segard à Lille en rappelant qu'en 1974, il avait devancé Mitterrand aux élections présidentielles dans la ville. Mauroy annonce d'autorité qu'il y aura 22 candidats PS

sur 43 (la majorité absolue) dans la liste d'« Union de la gauche » à Lille et qu'il n'y a pas à revenir là-dessus ; la succession de Pradel à Lyon s'avère difficile ; à Versailles il y aura deux candidats de la majorité présidentielle.

La dispute pour le partage du gâteau capitaliste réalisé sur le dos des masses populaires, voilà le véritable enjeu de ces déplacements en grande pompe en province. Quant au peuple, il ne lui reste qu'à se battre, pour ne pas faire les frais de la crise, contre tous ces politiciens bourgeois.

Les sociétés de gardiennage se multiplient

DES MILICES PATRONALES QUI NE DISENT PAS LEUR NOM

De plus en plus, ces dernières années, les sociétés privées de gardiennage se sont développées sous tous les sigles et tous les uniformes possibles et imaginables ; mais, toutes, en revanche, ont un certain nombre de points communs, bien caractéristiques : le colt à la ceinture et une idéologie fasciste qui n'a rien à envier à celle qui prévaut dans les rangs des nazillons d'« Ordre nouveau » ou dans ceux du parti fasciste de Jean-Marie Le Pen. Leur multiplication a été telle que, de leurs petites annonces et de leurs publicités, elles ne remplissent pas moins aujourd'hui de 11 pages du Bottin « par professions » de la ville de Paris, sous sa rubrique « gardiennage », et de 5 pages et demi sous sa rubrique « vigiles ».

Ces sociétés constituées en véritables polices parallèles faisaient l'objet vendredi 26 novembre d'un dossier au journal télévisé de 20 heures sur « Antenne 2 ». Pour être assez révélateur sur les plans du développement de ces sociétés, de l'activité de leurs employés et de leur entraînement — un document filmé montrait par exemple les employés d'une de ces maisons s'entraîner au tir au revolver et au pistolet-mitrailleur contre des cibles de forme humaine, un autre les montrait

au cours d'une ronde aux Halles de Rungis où beaucoup de motocyclistes se retrouvent le samedi soir —, ce dossier n'en était évidemment pas moins fort complaisant à leur égard. Et l'on voyait se succéder à l'écran toute une série de coupures de journaux réactionnaires reprenant les arguments mensongers du ministère de l'Intérieur sur le prétendu développement de la criminalité, et appelant les « citoyens » à constituer des « milices » pour neutraliser de soi-disant malfaiteurs.

Pour terminer le directeur de la « Société parisienne de sécurité », dans les locaux de laquelle les reporters d'« Antenne 2 » avaient pu filmer quelques séquences, était interviewé. La « SPS », qui affiche « 25 stations de radio, 200 voitures de contrôle, 200 camions blindés et 6 000 gardiens », offre ses services pour « gardiens particuliers appliquant les consignes mises au point en accord avec les clients (tout un programme en vérité quand il s'agit des patrons de Citroën, des Blanchisseries de Pantin, des Câbles de Lyon et de bien d'autres boîtes !) ; rondes de sécurité ; transport de fonds et de documents ; inspectrices intervenant à la demande dans les surfaces de vente ; ingénierie sécurité ; contrôle de surveillance ; enquêtes pré-embauche ».

Un journaliste d'« Antenne 2 » rappelait donc que, comme nombre de ces entreprises, dont la « Surveillance générale industrielle », la « SPS » offrait dans ses publicités ses services aux patrons pour des activités multiples dont les « enquêtes pré-embauche ». Le directeur de la « SPS » répondait, méfiant, à quelques questions anodines. Mais lorsque le journaliste lui demanda en quoi consistaient précisément les fameuses « enquêtes pré-embauche » présentées dans le Bottin comme fournissant tous « renseignements confidentiels contribuant à une meilleure appréciation des candidatures de toutes les catégories de personnel », c'est carrément d'un air maussade que le directeur lança pour toute réponse : « Coupez. Je ne voudrais pas qu'on parle de ça. Il faut couper ! » C'est là-dessus que se termina le dossier.

Le malheur pour le directeur de la « SPS » est qu'on n'ait pas coupé avant qu'il l'exige si nerveusement. Car son embarras, son silence en disent bien plus long qu'il ne l'aurait souhaité sans doute. Une pièce en somme qui s'ajoute au dossier déjà chargé de polices parallèles, « ACDS », « SPS », et autres, trop connues déjà pour garder avec leurs chiens l'imprimerie de Saint-Ouen du sinistre Amaury, patron des ouvriers du « Parisien libéré »...

UN TEXTE IMPORTANT A ETUDIER

EDITIONS DU PEUPLE
SHANGHAI
DECEMBRE 1975

22 francs

Connaissance de base de l'économie politique tome 1

ETUDIIONS L'ECONOMIE POLITIQUE

Texte traduit du chinois et édité par

E 100



Grèves à Grenoble

D'autres conflits ont eu lieu récemment, qui n'ont pas leur origine dans des problèmes d'emploi :

Chez Scaringella à Fontaine, les travailleurs refusent de se contenter de 6 % d'augmentation cette année (ça fait déjà 3 ans que le patron n'accorde que 6 % d'augmentation !).

Chez Allibert, les débrayages d'octobre et novembre ont amené la direction à faire quelques concessions lors de la réunion du 12 novembre avec les représentants du personnel ; les plus importantes sont la diminution de l'horaire de travail de 42 à 40 heures en 2 ans (30 minutes en avril 77) et le passage de la prime de nuit de 10 à 15 %. Pour les augmentations, la direction s'en tient au plan Barre !

Chez Escudé (transports, Fontaine), pour obtenir la réintégration d'un délégué licencié, les révisionnistes de la CGT s'adressent... au ministre du travail.

Les grévistes de la caisse d'Épargne de Paris tiennent bon

Le 3^e mois de grève est entamé

(suite de la p.1)

Les seuls moyens d'action qu'ils aient à proposer sont des manifestations promenades, des démarches auprès des élus, signatures de manifestes par des personnalités artistiques, religieuses, sportives (grand Rabbin de France, Cardinal Marty, etc.) Les dirigeants du syndicat autonome ont commencé à préparer le terrain pour « un retour au travail dans l'unité et la dignité ». Tandis que se poursuivent les distributions de tracts soutenant et vantant le « programme commun ».

Deux journées nationales d'action contre la remise en cause du statut par le patron des Caisses d'Épargne

Les 25 et 26 novembre 1976, était décidée intersyndicalement une grève de 48 heures contre la remise en

cause des statuts par le patronat et de soutien aux grévistes parisiens. Répétons-le, le conflit de Paris est un test pour le patronat des Caisses d'Épargne.

Ces actions ont été peu suivies, du fait du syndicat autonome (majoritaire nationalement aussi) qui, nulle part, n'a fait un travail sérieux de mobilisation. La CFDT avait proposé ces journées pour le 5 et le 6 novembre dans la foulée du 21 octobre (grève nationale) qui avait été un succès : 70 % des Caisses d'Épargne en grève. Le SU (syndicat unifié des agents et cadres des Caisses d'Épargne ; le syndicat autonome) avait refusé ces dates sous prétexte qu'il n'aurait pas le temps de mobiliser ses adhérents et qu'à cette fin il lui fallait convoquer des congrès régionaux !

A Marseille, un responsable national du SU, d'abord d'accord pour appeler aux

2 journées, finalement n'appellera, mollement, le personnel qu'à une seule journée de grève.

A Lyon, les 2 organisations appellent à la grève : le SU-24 heures, la CFDT 48 h, avec reconduction. Mardi, le SU a saboté la solidarité province - Paris. On savait déjà qu'il était corporatiste, on sait maintenant qu'il est aussi légaliste.

Solidarité avec la Caisse d'Épargne de Paris

De très nombreuses sections syndicales d'entrepris-

es ont envoyé des motions de solidarité et collectes, ou ont appelé les grévistes à venir exposer leur lutte. Souvent, ces visites ont été suivies de collectes.

Mardi matin, 2 travailleurs de l'IMRO sont venus apporter leur soutien et parler de leur lutte et inviter les grévistes à leur meeting de solidarité. Le tract d'appel fut diffusé par des grévistes, et les affiches collées.

L'intervention du camarade de l'IMRO fut écoutée et appréciée par l'AG. Cette intervention n'eut pas l'heur de

plaire à certains responsables SU-PCF qui ne manqueraient pas de le faire savoir à des militantes CFDT.

Malgré toutes les manœuvres de démobilisation et de dé-moralisation, les employés tiennent bon.

Les collectes et motions de solidarité sont à faire parvenir à :

Permanence CFDT, 19 rue du Louvre, Paris 1^{er}.

Les communistes marxistes-léninistes de la Caisse d'Épargne de Paris

Caisse d'Épargne des Bouches-du-Rhône

Provocations antisyndicales

A Marseille, c'est déjà par 2 fois que le directeur du service comptable de la Caisse d'Épargne des Bouches du Rhône provoque des militants syndicaux de la CFDT.

Le 17 juin dernier, la section syndicale CFDT, créée le 19 janvier 1976 et un délégué élu, avait fait un communiqué pour protester contre la première provocation : « Un délégué CFDT agressé par le directeur du service comptable de la Caisse d'Épargne des Bouches du Rhône. Le délégué CFDT, après avoir diffusé une circulaire syndicale à l'extérieur de l'établissement, s'est rendu à l'intérieur afficher ce tract sur les panneaux syndicaux. C'est alors que le directeur du service s'est opposé physiquement à l'affichage et n'a pas hésité pour ce faire à l'attraper au col et à se défouler en piétinant les circulaires syndicales.

Face à la liberté d'expression, au droit syndical, les dirigeants de la Caisse d'Épargne tombent le masque. L'Ecureuil laisserait-il les noisettes au profit de la matraque ? »

Ensuite, une plainte a été déposée chez le doyen des juges d'instruction près le Tribunal de grande instance de Marseille. Depuis la création de la section syndicale, est-il écrit, « des pressions de toutes sortes ont été exercées. La section ne dispose toujours pas d'un local, la diffusion des circulaires par le secrétariat est refusée, la distribution des journaux et des tracts se fait avec difficulté, et, enfin, une restriction importante au droit d'affichage a eu lieu le 17 juin 1976. Une circulaire ayant été arrachée par le directeur du service. »

Le 16 novembre, une nouvelle provocation a eu lieu. Le syndicat du personnel des banques, des établissements fi-

nançiers et Caisses d'épargne des Bouches du Rhône CFDT a adressé, le 17 novembre, la lettre suivante au directeur général de la Caisse d'Épargne de Marseille : « MM. Moggia et Boronnat, représentants de notre organisation syndicale dans votre établissement ont eu un entretien avec votre chef du personnel hier. Nous vous rappelons les raisons de cet entretien.

1- nouvelle et Nième demande d'un local syndical prévu par la loi ;
2- nouvelle demande d'un panneau syndical à la centralisation, prévu par la loi ;

3- un incident qui s'est déroulé le matin de cet entretien. Les faits : nos 2 camarades diffusaient un tract syndical à l'extérieur de l'entreprise, M. Arberet, directeur de vos services comptables a bousculé notre camarade Moggia. C'est la deuxième fois qu'un incident de ce type se produit avec M. Arberet, c'est une

nouvelle provocation et nous vous mettons en garde que nous ne tolérerons pas un nouvel incident.

Nous vous demandons donc de prendre les mesures qui s'imposent à l'égard de M. Arberet. Qu'arriverait-il si nos délégués perdaient leur sang froid. Si cela devait arriver, nous vous en tiendrons pour responsable, puisque nous vous avons déjà fait part de nos remarques quant à l'attitude de votre directeur des services comptables. »

Ainsi, les caids de la Caisse d'Épargne veulent entraver les libertés syndicales. Les Ecureuils de Marseille, comme ceux de Paris, ne se laisseront pas intimider, mais ensemble, intensifieront la lutte contre la dictature du capital.

Les travailleurs de l'IMRO ont certainement trouvé mardi soir bien des encouragements à poursuivre dans la voie sur laquelle ils se sont engagés depuis de nombreux mois.

Le succès du meeting l'a prouvé : les mensonges, les calomnies ne peuvent tromper éternellement, et les travailleurs sont toujours plus nombreux à comprendre que combattre les patrons, c'est aussi combattre « les patrons » des syndicats, combattre le capitalisme, c'est combattre toute la bourgeoisie qu'elle soit de droite ou de gauche.

D'abord, le film, présenté pour la première fois, retraçait l'histoire de la lutte, d'une manière vivante et concrète.

Preuve d'une compréhension encore incomplète de la nature du révisionnisme, on y trouve une appréciation fautive du différend qualifié de tactique entre les travailleurs de l'IMRO et la FFTL, alors qu'il s'agit d'un différend de fond opposant bourgeoisie et classe ouvrière et qui a conduit à leur exclusion.

Les étapes de la lutte sont reprises lors du meeting et d'abord au principal forum « démocratie syndicale et démocratie ouvrière ». Il est bon de rappeler quelques faits, à l'origine des exclusions :

— Lors des journées portes ouvertes (12 et 13 juin 76), les dirigeants fédéraux posent des conditions à leur participation : ils ne veulent ni Lip, ni Caron-Ozanne, ni SCPC, etc. Bien sûr, les travailleurs rejettent ces conditions.

— L'IMRO participe à la coordination des luttes à Besançon (été 76), affirme ses positions dans une conférence de presse et « Spécial licenciements ».

— Les dirigeants syndicaux du comité syndical, à 10 présents sur 21 membres,



votent les exclusions (9 pour, un bulletin blanc).

Qui sont les six exclus ?
— le secrétaire général du Syndicat du livre de Rouen, responsable régional de l'éducation syndicale, à la CGT depuis 1956
— un adhérent CGT depuis 1953
— un ancien membre du bureau syndical, ancien responsable régional aux pro-

FFTL ; résoudre les problèmes de l'imprimerie par le retour en France de ce qui est imprimé à l'étranger !

Dans le forum, les questions ont fusé sur la manière de lutter contre ces ennemis, à la tête de la CGT comme de la CFDT et qui ne visent qu'à prendre leur part, avec leurs compères de l'Union de la gauche, dans la gestion du capitalisme.



blèmes de la jeunesse, adhérent depuis 64

— trois délégués du personnel...

La fédération antérieure la décision.

Les mêmes 9 responsables décident eux-mêmes (faute d'obtenir le quorum dans une assemblée générale) de modifier les statuts : pour adhérer, il faut maintenant soutenir le Programme commun, « seule voie pour les travailleurs » !

Les travailleurs de l'IMRO ont aussi rejeté cette proposition bourgeoise de la

Pour la solidarité, nous avons noté celle exprimée par la CFDT-Caisse d'épargne et la SCPC, ainsi que les réactions contre l'exclusion à Rouen même (pétition signée par 130 syndiqués du livre) et plus largement.

Un travailleur syndiqué CGT l'exprimait très bien lors du forum : « On ne peut admettre une chose pareille, mais les travailleurs ne sont pas au courant. On leur cache la vérité et on raconte des calomnies sur vous ».



Centre de tri postal Paris-Brune

la France des luttes

DES POSTIERS RIPOSTENT AUX INTIMIDATIONS REVISIONNISTES

L'article de nos camarades du centre de tri Paris-Brune est un témoignage vivant de la manifestation dans les actes d'un courant de masse anti-révisionniste et anti-social-fasciste. Les ouvriers de Peugeot (voir HR du 25 novembre 1976), les ouvriers de l'IMRO (voir compte rendu du meeting de mardi), ceux des foyers Sonacotra et d'autres exemples identiques attestent du développement de ce courant qui n'est pas limité aux seuls militants marxistes-léninistes. Non seulement des critiques sont portées aux chefs révi-

Le mercredi 17 novembre, au cours de l'après-midi, les dirigeants syndicaux CGT-CFDT passaient dans les chantiers pour annoncer une «prise de parole» à la cantine, au cours de la pause de 16 h. et inciter les travailleurs à venir nombreux.

Comme d'habitude, les

discours furent longs. D'autant plus longs qu'il fallait convaincre les postiers : beaucoup, syndiqués ou non, n'étaient pas du tout chauds pour la «grève» du 19, convaincus de l'inefficacité de ce genre d'action routinière, parachutée chaque mois par les fédérations depuis un an et demi. Prenant la parole

après le délégué CFDT, le délégué CGT s'étendait incidemment sur les débats du budget PTT à l'Assemblée nationale et montrait ainsi la signification réelle de ces «journées d'action» : peser sur les débats parlementaires, en utilisant les revendications des travailleurs pour les amener à soutenir

sionnistes, mais les masses osent les affronter, voilà ce qui est important.

Parallèlement, comme c'est le cas à Paris-Brune, cette opposition des masses au révisionnisme va de pair avec une confiance et une sympathie accrues pour les communistes marxistes-léninistes et notre quotidien. Ce sont là des conditions tout à fait favorables au développement de l'action révolutionnaire des masses «contre le Plan Barre et le Programme commun» et au renforcement du Parti d'avant-garde du prolétariat, le Parti communiste marxiste-léniniste.

le Programme commun de la «gauche».

Pourtant, un postier s'est levé pour donner son point de vue. C'en était trop pour la clique des révisionnistes du PCF qui organisait aussitôt le chahut, l'obstruction systématique, montrant une fois de plus par les actes le mensonge permanent de

leurs déclarations et autres chiffons de papier sur la démocratie, les libertés, etc.

Face à l'obstruction, la grande majorité des travailleurs présents manifesta son désaccord et sa révolte face à de tels procédés (déjà employés maintes fois par la même clique). Les cadres sociaux-fascistes du PCF et

Brune, intitulé «Non aux grèves-bidon de 24 heures ! Une seule solution : Unité à la base et Action révolutionnaire des masses !» était distribué à la sortie.

Les révisionnistes du PCF sont accourus en force et ont menacé les militants de l'HR de passage de gueule. Les marxistes-léninistes, eux

Répression à l'École normale de Moulins

Quand les révisionnistes sont les maîtres

Dans un supplément à notre journal, (diffusé à Moulins et à Vichy) nos camarades de l'Allier font état de la répression dont sont victimes par le biais du CFEN (Certificat de Fin d'études normales) plusieurs élèves de l'École normale de Moulins «coupables d'avoir organisé la lutte contre la réforme Haby et d'avoir quelque peu remis en cause la formation qui leur est «servie». Les «formateurs» membres du PCF et le ministre Haby se sont donnés la main pour tenter d'écraser ces élèves récalcitrants.

Au mois de juin 1976, les instituteurs de l'Allier apprenaient avec stupeur que 8 élèves-maîtres (1) avaient échoué au CFEN. Aussitôt, c'était la fureur chez les normaliens et l'inquiétude chez les instituteurs.

En effet, les normaliens qui avaient déjà subi la sévère sélection du concours d'entrée en 71, celle du bac en 74, se voient à nouveau «écrémés» à l'aide d'un prétendu examen où les examinateurs sont ceux qui ont fait les cours, choisi les épreuves et annoncé plusieurs mois à l'avance le nom des élèves collés...

Au cours de leurs deux années de formation professionnelle, les normaliens avaient réclamé une formation réelle, prenant en compte les véritables besoins des enfants et des futurs enseignants. Ils l'avaient réclamée d'abord calmement, puis de plus en plus impatiemment devant les refus successifs de l'administration de l'école normale. Au printemps dernier, au cours de la grève contre la réforme Haby, les normaliens reprenaient leurs revendications pour une véritable formation profession-

nelle, contre les échecs annoncés au CFEN.

La lutte de ces jeunes isolés dans un milieu hostile déclencha, de la part des profs et des maîtres d'École annexe contestés ainsi que de celle de l'administration, une volonté répressive qui, malgré la vigilance des militants du SNI, se traduisit par une répression sauvage le jour de l'examen : 8 échecs, 5 garçons et 3 filles dont d'autres maîtres formateurs n'appartenant pas à la Mafia (2) de l'école normale affirment qu'ils étaient parfaitement capables d'assurer la responsabilité d'une classe à la rentrée scolaire.

D'ailleurs, les 8 échecs se sont vus proposer une classe, comme non titulaires, donc payés au rabais, avec un an de retard de carrière et, en plus, l'obligation de suivre les cours où ils avaient présenté «des lacunes graves».

En fait, il s'agit d'un règlement de comptes qui augure bien de ce que seraient les libertés si les prétendus communistes du PCF dominaient l'éducation nationale. Un règlement de comptes dont sont

Au-delà des querelles qui les opposent dans la course au pouvoir, les bourgeois de gauche et de droite se retrouvent naturellement contre les luttes anticapitalistes, qu'elles soient le fait d'élèves d'École Normale, d'ouvriers, de paysans ou d'étudiants.

Les élèves de l'EN de Moulins n'ont pas l'intention d'en rester là ; un comité de soutien s'est constitué et cette affaire commence à faire quelque bruit dans la région.

victimes ceux qu'ils appellent mensongèrement «les gauchistes». Les normaliens ont engagé une grève à partir du 23 septembre, avec occupation de l'EN et soutien de la section SNI (sauf la tendance UA (3)). Les négociations entreprises avec l'administration semblaient pouvoir déboucher après une semaine de grève, sur l'organisation d'une «session de rattrapage» avant le 31 décembre qui aurait permis d'éviter les retards de carrière. La grève fut suspendue dans l'attente d'une réponse de Haby. Elle fut donnée le 10 novembre ! Refus d'organiser une 2e session du CFEN. Ceux qui ont manœuvré pour empêcher, retarder, suspendre l'action ont bien joué.

Mais la lutte continue. Tous ceux qui veulent mener le combat aux côtés des normaliens pour soutenir leurs justes revendications doivent suivre de près les actions qui vont s'engager.

(1) Cela représente 20 % d'échec.

(2) «Formateurs» : membres du faux Parti communiste, alliés aux éléments les plus réactionnaires du corps

DECLARATION D'UN NORMALIEN

«Aujourd'hui, pour être sûr d'avoir le CFEN, il faut avoir la carte des JC en poche.»

Aucun membre des JC n'a échoué au CFEN. C'est normal direz-vous, ils sont plus sérieux que les autres.

Ils ont surtout des petits camarades qui leur donnent de bonnes notes.

Par contre, ceux qui ont organisé la lutte contre la réforme Haby, mis en cause la Formation professionnelle infantilisante et la «soupe démagogique» qu'on les oblige à ingurgiter, ceux-là n'auront aucune chance. Sauf un, bien sûr : l'exception qui confirme la règle. Et puis il ne faut pas qu'on puisse accuser le jury de partialité, n'est-ce pas ?

enseignant de l'EN et des Ecoles annexes.

(3) Unité et action : tendance du SNI contrôlée par le PCF.

Des travailleurs témoignent

A l'occasion d'un meeting à la cantine de cet établissement, le 18 novembre 1976, vers 16 h 30, il s'ensuivit une altercation assez violente qui aurait bien pu mal se terminer.

Etaient en présence les délégués CGT et CFDT, face à l'ensemble des postiers.

Les délégués syndicaux ont pris la parole pour tout le monde comme à leur habitude, ne laissant aucune place aux opinions adverses.

Il faut préciser que ces syndicats, et bien sûr leur courant politique, sont ceux qui ont le plus de poids, autrement dit : «Ceux qui ne sont pas contents n'ont qu'à s'en aller».

La démocratie, est-ce imposer ses idées à tout le monde ?

A 16 h 30 donc, 4 postiers mangeaient tranquillement à leur table, quand les délégués syndicaux ont pris la parole. Tout le monde s'est tu uniquement car ils prétendent représenter le quasi totalité du personnel.

Les 4 camarades ont protesté verbalement contre ces pratiques et se sont vus menacés et insultés. La riposte n'a pas tardé.

Nous le répétons : En voilà assez ! Où est la démocratie ? Où est la liberté ?

leurs acolytes du Ceres ont essuyé un feu nourri de critiques et se sont trouvés isolés.

«L'argument» des révisionnistes fut : «on s'exprime dans sa section syndicale, en assemblée générale ce sont les syndicats, et eux seuls, qui s'expriment». Ce que les travailleurs ont dénoncé, car cela signifie :

— qu'un travailleur non syndiqué n'a en aucun cas le droit ni l'occasion de s'exprimer ;

— que tout syndiqué ne peut exprimer en AG son point de vue personnel. Quand on connaît le fonctionnement ultra-bureaucratique de ces sections, on comprend la nature dictatoriale, fascisante de ces gens-là qui bafouent la plus élémentaire démocratie syndicale et ouvrière, qui méprisent ouvertement les masses et ne cherchent qu'à les encadrer, les faire marcher à la baguette.

Le mercredi soir, un tract des marxistes-léninistes de l'Humanité rouge de Paris-

répondaient : «On reste ! Nous avons le droit d'exprimer notre point de vue et nous l'exprimerons !» «Le social-fascisme ne passera pas !». Dans les rangs mêmes des révisionnistes, il y a eu des flottements, des hésitations qui expliquent qu'ils ne sont pas passés aux actes et ont abandonné le terrain.

Le tract a été très apprécié par les travailleurs.

Le 18, le scénario de «la prise de parole des syndicats» a recommencé, dans l'autre brigade de jour. Des travailleurs de la base (préposés, acheminement) ont remis aux marxistes-léninistes de Brune un texte rédigé par eux mêmes et eux seuls pour publication dans l'Humanité rouge. Voilà une preuve concrète de la colère des travailleurs. Ils commentent à oser se révolter contre les méthodes d'encadrement fascistes de ces faux communistes, les révisionnistes, épaulés par leurs alliés du PS.



Reportage de notre correspondant

ASSISES NATIONALES DU NUCLEAIRE A LA HAGUE (2)

Nous avons relaté hier, dans le déroulement de ces assises le contenu des commissions et les enseignements que nous en tirons. Nous avons noté le caractère nettement antirévissionniste ou plus précisément «anti-PC» de ces assises. Nous allons voir comment le courant bourgeois Union de la gauche a pu y prendre un poids important par le biais du PS.

Le PS, qui a «investi» 12 millions dans ces assises, a profité de la confusion idéologique du mouvement antinucléaire et de son manque de perspectives politiques. En jouant sur les divergences entre «antinucléaires» et travailleurs du nucléaire (qui luttent pour la sécurité dans le cadre de leur travail) le PS a pu développer ses positions capitalistes :

1) En ce qui concerne l'intérêt que représente le nucléaire, il a très nettement affirmé une position de futur gestionnaire du système : «Le nucléaire peut contribuer à équilibrer la balance des paiements» et l'argument suprême pour décourager les luttes : «On ne peut arrêter le nucléaire, cela poserait des problèmes d'emploi» (Autrement dit, travailleurs, ce sont vos luttes qui posent des problèmes d'emploi !)

démocratie, de transformer toute association en instrument de l'appareil de l'État capitaliste et d'encadrement des masses populaires. Ici la CFDT emboîte le pas. Elle veut une «loi sur le nucléaire» et parle d'un large débat public.

3) Le nucléaire nationalisé. Au cours des débats, l'opposition secteur privé, secteur nationalisé a permis d'éviter toute analyse de classe du problème, la question de la prise du pouvoir, la lutte contre le capitalisme et la nécessité du socialisme. «Le privé, c'est la pollution et l'insécurité. Le nationalisé, c'est la protection et la sécurité» dit en substance le PS qui ajoute : «La nationalisation est nécessaire». Il faut pour le PS comme pour la CFDT que le nucléaire soit sous responsabilité de «l'autorité politique» (de la «puissance publique...») et qu'il relève

s'appuie à fond sur ce fait, et l'utilisent avec démagogie pour avancer leurs thèses bourgeoises.

Les travailleurs contre la ligne de récupération et de démobilitation

Un fait est certain, la lutte des travailleurs de la Hague a été reléguée au second plan au cours de ces assises. Aucune table ronde sur cette lutte pour débattre des perspectives et du soutien, pour la présenter en détail. Rien de tout cela n'a été fait, malgré les appels de certains travailleurs de la Hague et de Marcoule.

Mais cette ligne imposée par les ténors des appareils n'a pas été reconnue par la «base» du mouvement. Un fait en témoigne : l'affaire de la motion. Tout à la fin des travaux de synthèse, alors que chacun s'appretait à quitter la salle, quelqu'un est venu en catastrophe, présenter «au nom des travailleurs» une motion, nullement annoncée, reprenant la ligne de l'Union de la gauche. La ficelle était trop grosse. Les réactions furent très vives, et la salle, à plus de 90 %, rejeta cette motion par un refus massif de vote.

Antinucléaires et travailleurs du nucléaire auront certainement apprécié. Et beaucoup de gens auront gagné de quelques clartés sur le vrai visage de l'Union de la gauche.

«J'ai été bergère, mais jamais mouton de Panurge

C'est ainsi que s'exprime une habitante du Puy (Hte Loire) qui, lors des législatures partielles, a lancé l'idée d'un parti des abstentionnistes. Cette idée a d'ailleurs eu de nombreux échos et montre l'existence d'un courant hostile aux cirques électoraux de la bourgeoisie et aux politiciens qui les animent. «A travers «les hommes politiques» tenus pour «responsables de tous les maux», c'est bien un rejet de toutes les variantes de la politique de défense du capitalisme et de l'importante composante qu'en est l'électoralisme.

La campagne de soutien à l'Humanité rouge

Dans notre courrier, un appel des postiers marxistes léninistes du PLM

Jusqu'à présent les communistes marxistes-léninistes du PLM ont rarement envoyés d'articles relatant leur action, leurs prises de position ou simplement le compte-rendu d'une discussion importante. Pourquoi ? Parce que nous n'en comprenons pas la nécessité.

Or, la semaine dernière, nous avons envoyé un article relatant notre action à propos de la «journée d'action» du 19 et, à notre grande surprise, l'article est passé et a pris pratiquement une page entière. Nous avons été surpris par l'importance que lui a donné le Comité de rédaction. Et, en effet, le Comité de rédaction l'a jugé important pour deux raisons : 1) Il n'y a pas assez de correspondances relatant l'action qu'entreprennent les marxistes-léninistes dans les entreprises. 2) L'article a une valeur d'expérience de lutte même si sa portée est minime.

C'est en guise d'autocritique que nous envoyons cet article car l'Humanité rouge a besoin de nos expériences et de nos actions.

Comment voulez-vous que l'Humanité rouge serve la classe ouvrière et l'ensemble des travailleurs s'il ne peut synthétiser toutes les luttes et les expériences qui se passent un peu partout en France. C'est pourquoi nous avons décidé de désigner un camarade chargé d'assurer la correspondance avec le journal, chargé aussi d'impulser les articles à envoyer et des critiques à formuler. C'est pourquoi aussi nous deman-

ons à tous les communistes marxistes-léninistes, à tous les lecteurs, ouvriers, paysans, employés, intellectuels, de faire de même.

Même s'il est difficile, comme pour nous, de rédiger un article, même si on se dit «c'est pas important»

Ainsi, le compte-rendu d'une réunion syndicale où les révisionnistes ont insisté sur la phrase de Ségué «nous ne devons pas être passifs,

nous ne devons pas attendre 1978», est intéressant.

En avant, camarades, amis ou lecteurs, nous devons développer la correspondance avec le journal pour que l'Humanité rouge devienne une arme au service des travailleurs, pour qu'elle serve mieux les intérêts de la classe ouvrière et des masses populaires et en fin de compte pour la révolution prolétarienne.

Un lecteur de Fameck (extraits)

c'est avec un grand intérêt que je lis l'Humanité rouge. Les articles exposés sont sujets à des débats intéressants. La nouvelle rubrique «femmes en lutte» est un sujet qui j'espère va nous permettre de chasser, de briser les idées vieilles traditionnalistes, pouvant rester dans notre esprit, et la propagande bourgeoise

sur la soi-disant «émancipation de la femme». Les articles sur Mao m'ont permis de faire connaissance de ses œuvres. Le reportage sur l'Albanie m'a appris beaucoup de choses sur ce pays ; la presse bourgeoise n'en fait jamais allusion et peu de gens la connaissent ou en ont des idées fausses, répandues par la bourgeoisie.

LA GREVE A LA HAGUE

L'usine de la Hague, située à 20 km de Cherbourg dans le Nord de la presqu'île du Cotentin (Manche), est l'une des trois usines françaises de retraitement des combustibles irradiés (c'est-à-dire de l'uranium qui a servi dans les centrales nucléaires). Elle est la seule au monde à retraiter les «oxydés» issus de la combustion du plutonium dans les surgénérateurs (type Maleville près de Grenoble).

Les travailleurs sont en grève depuis le 16 septembre pour la sécurité du personnel, des installations et de la population, contre la dégradation des conditions de travail et de la protection sociale.

Au cours de cette lutte, les grévistes ont utilisé des moyens très variés : manifestations en habit de travail (blouse, cagoules, masque...) réunions publiques, projection du film «Condamnés à réussir», occupation, démonstration de travail dans les zones radioactives...

Les femmes des grévistes se sont unies pour organiser un soutien très actif à cette lutte.

2) Le nucléaire «démocratique». Le PS explique : «Le plan nucléaire est un choix technocratique, car il n'a fait l'objet d'aucun débat public, ni au parlement, ni dans les instances représentatives des travailleurs». On reconnaît ici, à la fois le parlementarisme de l'Union de la gauche et la volonté, sous couvert de

d'un véritable «service public». La CFDT veut une «agence nationale de l'énergie», un «CEA unique, pluridisciplinaire qui permettra une décentralisation rentable, l'élaboration d'un programme à long terme, d'avoir un interlocuteur valable pour le gouvernement et de garantir le bon usage de l'argent du contribuable». Il faut dire que les apparences rendent crédibles ces positions. En effet, le démantèlement du CEA et le passage du secteur production à la COGEMA coïncide avec une dégradation des conditions de travail. Le PS et la CFDT

Amis lecteurs aidez-nous achetez toujours L'Humanité rouge dans le même kiosque

EN AVANT POUR LES 25 MILLIONS

UN NOUVEL ABONNÉ PAR LECTEUR



COMMUNIQUE

La réparation de notre répondeur automatique, que nous escomptions brève, dure plus longtemps que prévu. Aussi, nous nous excusons auprès des lecteurs qui auraient cherché à nous téléphoner des articles, de ne pas les en avoir informés plus tôt. Nous ferons passer un communiqué dans le journal dès la reprise de son fonctionnement. En attendant, veuillez écrire à la boîte postale, s'il vous plaît.

Mitterrand, de passage au Puy, a reçu des mains de cette femme de 65 ans un poème fort clair à cet égard :

«C'est sot de choisir un mandataire
Pour récolter le droit de se taire
Je veux un régime égalitaire
Je n'aime pas le parasitaire
Je veux pour tous les travailleurs le droit
De discuter et de juger la loi
Et comme vous voulez le contraire
Je ne vote pas.»



culturel

Sports

Les contacts entre sportifs français et chinois se développent

Après la venue en France de l'équipe de basket de l'Armée populaire de Chine, d'autres rencontres sportives franco-chinoises se sont déroulées ces derniers jours. Bien que très disputées, elles se sont toutes déroulées sous la devise «amitié d'abord, compétition ensuite».

Tous les téléspectateurs français qui ont pu voir la séquence de TF1 consacrée au match de basket entre les armées chinoise et fran-

çaise ont pu s'en rendre compte. Ce match, remporté par l'équipe chinoise, a été acharné, mais correct. On a pu voir, par exemple, les joueurs chinois s'excuser de chaque faute commise auprès des joueurs français et de l'arbitre dont les décisions n'ont jamais été contestées, et, lors des temps morts, offrir leur serviette éponge aux joueurs français qui n'en avaient pas.

Ce week-end, par ailleurs,

en tennis de table, le Français Jacques Secrétin et le Chinois Kuo Yao-Hua se sont rencontrés en finale des «internationaux de Scandinavie» en Suède, l'une des plus importantes compétitions mondiales. Les deux champions s'étaient déjà rencontrés il y a quelques mois à Shanghai où le Français l'avait emporté. Cette fois, ce fut le tour du Chinois, sur le score de 21-19, 21-10 et 21-17.

A noter qu'au cours du premier jet, alors qu'il menait de 19 à 17, Jacques Secrétin, faisant preuve d'un grand esprit sportif, a réclamé que le point qui lui avait été donné par l'arbitre soit attribué au joueur chinois. Ce qui mit le score à 19-18 au lieu de 20-17. Il avait en effet remarqué que la balle comptée faute du Chinois avait imperceptiblement touché le coin de la table avant de tomber sur le

sol. Ce geste a été très applaudi du public suédois.

Dans ce même tournoi, la Coréenne du nord, Pak Yung-sun a remporté le titre du simple dame en battant la chinoise Shu Hsiang-yun et les Chinois Liang Ko-liang et Kuo Yao-hua le double messieurs.

Pendant ce temps, l'équipe de France de hand-ball poursuit sa tournée en Chine. Elle a remporté samedi son cinquième succès contre la sélection de Shanghai par 25 à 19. Cette tournée se déroule dans une excellente ambiance. Outre les échanges avec les sportifs chinois, les joueurs français ont visité, notamment, à Shanghai le Palais des pionniers et ont rencontré certaines familles dans des quartiers ouvriers.

De tels échanges sportifs sont non seulement favorables au développement de

l'amitié franco-chinoise, mais également au développement du sport et d'un véritable esprit sportif.



Un match de basket-ball, sur une île de la mer de Chine méridionale, dans une commune populaire.

**JUSQU'AU 5 DECEMBRE
DANS LE FINISTERE
12 FILMS SUR LA CHINE SOCIALISTE
«COMMENT YUKONG DEPLAÇA
LES MONTAGNES
de Joris Ivens et Marceline Loridan
présentés par : Collectif de diffusion.
Celluloïd Amitiés franco-chinoises.
A Brest : Maison des syndicats
Samedi 4 à 14 h, 17 h, et 20 h30
Dimanche 5 à partir de 17 H**

Répression

Escalade dans la répression

Les multiples actes de répression que nous dénonçons ne sont nullement des «bavures». Si la bourgeoisie a de plus en plus recours à la terreur policière, c'est pour maintenir, face à la montée du mécontentement et des luttes, sa dictature sur les travailleurs français et immigrés, sur les chômeurs, et les jeunes.

Par ailleurs elle renforce, comme le montrent des mesures récentes, son arsenal juridique, son appareil militaire et policier. C'est qu'elle s'apprête à faire face

à des jours difficiles. Les travailleurs doivent combattre fermement ces actes et ces mesures fascistes, sans se faire la moindre illusion sur la complicité active des dirigeants révisionnistes. Ceux-ci n'hésitent pas à jouer un rôle actif dans la répression des travailleurs ou des jeunes révolutionnaires et combattifs. Et lorsqu'ils demandent, toujours davantage de policiers, sous prétexte de «protéger la sécurité», n'appellent-ils pas à renforcer l'appareil d'Etat qui nous réprime ?

LES FLICS EN ACTION ATTENTAT FASCISTE

Dans la nuit de dimanche à lundi à 1 h 30, devant le centre de tri Paris-Nord, une R8 noire de la police arrête deux jeunes en mobylette pour leur demander leurs papiers. Des motards de la police surgissent au même moment. Ils commencent par tabasser les jeunes en se les renvoyant les uns aux autres pour les frapper à tour de bras. Puis ils les attachent par des menottes aux portières de la voiture et les traînent ensanglantés et épuisés sur plusieurs centaines de mètres. Ce sont sans doute les protestations des postiers qui les conduisent à arrêter.

Commentaires de la préfecture de police : «vérification d'identité... Les deux cyclomotoristes ont été relâchés au bout de quelques minutes». Autrement dit... une vérification de routine !

ETUDIANTS IRANIENS :

GREVE DE LA FAIM CONTRE LA REPRESSION



Les grévistes de la faim manifestent leur volonté de lutte (visage dissimulé derrière des affiches pour des raisons évidentes de sécurité). (Photo correspondant HR)

Les étudiants iraniens continuent la grève de la faim qu'ils ont décidée pour protester contre l'arrestation et l'expulsion de plusieurs d'entre eux à la suite de l'attentat contre Keykavoussi, agent notoire de la SAVAK, la Gestapo iranienne à Paris.

La police française qui a toujours favorisé les activités d'espionnage de la SAVAK en France, prend prétexte de l'attentat contre un des tortionnaires du Chah, pour frapper aujourd'hui les militants actifs du mouvement étudiant en France. Il est indispensable de développer le mouvement de soutien pour empêcher l'expulsion des étudiants arrêtés en Iran.

De telles mesures qui s'ajoutent à l'interdiction du FRAP, aux menaces d'interdiction de la FEANF, aux nombreuses expulsions de travailleurs immigrés ne doivent pas être tolérées ! Soutien à nos frères de classe immigrés !

Lycée de Corbeil

Ratonnade des flics

Le jeudi 25 novembre des élèves du lycée et du CET de Corbeil se sont rassemblés dans la cour pour exiger l'application des libertés de réunion et d'association. Celles-ci leur sont théoriquement reconnues, mais ils n'ont pas de salle de réunion, les affiches demandant l'ouverture des gymnases sont arrachées par l'administration qui fait régner un climat d'intimidation.

Ils ont demandé au proviseur de les recevoir ce qu'il a refusé à la récréation de 10 h comme à celle de 16 h où ils sont revenus plus nombreux. C'est alors qu'il a décidé avec l'inspecteur d'Académie de faire appel à la police. Une trentaine de flics ont envahi les couloirs au pas cadencé et ont reçu, au garde à vous, ses félicitations pour avoir «sauvegardé la mission éducative» de l'établissement.

Vendredi 26 un grand nombre d'élèves et les professeurs sont allés manifester leur indignation devant le bureau du proviseur. Celui-ci a alors fait évacuer le lycée par la police qui a poussé élèves et professeurs



Manifestation des élèves à Corbeil.

hors des couloirs puis dans les escaliers entre deux haies de policiers, frappant ou arrachant les cheveux à certains au passage. Depuis le lycée est fermé et occupé par la police.

Une première manifestation a eu lieu samedi ; de nombreux messages de soutien ont afflué d'autres établissements et lundi matin une nouvelle manifestation rassemblait plusieurs centaines de lycéens et de professeurs. Ils exigent notamment :

— La réouverture du lycée sans conditions et le retrait préalable des forces de police.

L'Humanité Rouge

Sur le front du logement (7)

Offices publics, sociétés privées

LES HLM UNE AFFAIRE QUI MARCHÉ

«Des constructeurs sociaux au service du progrès social pour tous, notamment pour les populations défavorisées. Des organismes sans but lucratif, qui équilibrent leur gestion sans rechercher de profit. Plus de 1 100 organismes proches des collectivités locales et des besoins des usagers : Offices publics, Sociétés anonymes, Sociétés coopératives, Sociétés de Crédit immobilier, Offices publics d'aménagement et de construction.»

Ainsi se présente le «mouvement HLM» qui conclue : «Un habitat de qualité pour tous» c'est possible !

Mais les nombreux ouvriers obligés de loger en cité de transit ou en (micro) bidonville parce que leur salaire n'offre pas assez de «garantie», les

Les locataires constatent rapidement dans leurs luttes que les HLM même s'il s'agit d'offices publics qui s'efforcent de jouer un moment les «Messieurs-bons-offices» ne sont pas de leur côté. Nous avons déjà relaté dans notre série les manœuvres d'intimidation auxquelles ils se livrent à l'égard de locataires luttant contre des augmentations de charges de chauffage : lettres d'avertissements, feuilles vertes et roses de rappels et de commandements d'huissiers, chantage à l'allocation-logement, refus de changements d'appartements, ils font tout pour faire pourrir la lutte et diviser les locataires. Pourtant les provisions mensuelles de chauffage ne vont pas dans leur poche mais dans celle de sociétés de chauffe qu'ils sont d'ailleurs chargés de «contrôler».

Ces manœuvres répressives ne seraient-elles pas dues au fait que les sommes versées viennent auparavant grossir leurs liquidités de trésorerie ?

Mais bien entendu c'est surtout quand des loyers sont en jeu parce que du fait de baisse de salaire, de chômage, les locataires accumulent des retards de paiements, que les HLM montrent vraiment les dents.

Eux qui défendent si ardemment dans leurs publications «le droit au logement pour tous» n'hésitent pas à faire mettre les travailleurs «en tutelle» pour leur extorquer les loyers, ou, quand les allocations familiales ne sont pas suffisantes, à les expulser.

Les profits des HLM

Théoriquement les HLM entrent dans la catégorie des établissements «à but non lucratif»... comme par exemple la Sonacotra ! En fait cela les oblige seulement à ne pas faire apparaître de profits dans leur comptabilité sous forme de bénéfices mais à les réinvestir pour «accumuler du capital» ce qui est d'ailleurs le propre de tout entreprise capitaliste. Comment s'y prennent les HLM pour faire leur beurre ? Les loyers qu'ils encaissent servent à payer les emprunts qu'ils ont fait pour acheter le terrain et payer les diverses entreprises de construction, ainsi que les frais d'entretien, de réparation et de gestion.

Seuls ces derniers augmentent au rythme de l'inflation mais l'augmentation des loyers est bien plus importante ! Les profits des HLM proviennent également de la création et de la vente de fonds de commerce, de la revente de terrains, du

surloyer, des intérêts produits par les sommes immobilisées correspondant aux grosses réparations qui ne sont en général pas utilisées pendant les 10 ou 15 premières années.

En outre les Offices anciens continuent à percevoir des loyers pour des logements dont l'achat a été amorti. Les Offices étant des établissements publics ces profits sont en totalité, du moins jusqu'à preuve du contraire, réinvestis dans des dépenses «sociales» : équipements collectifs et culturels, achats de terrains, financement complémentaire d'un programme de logements, etc.

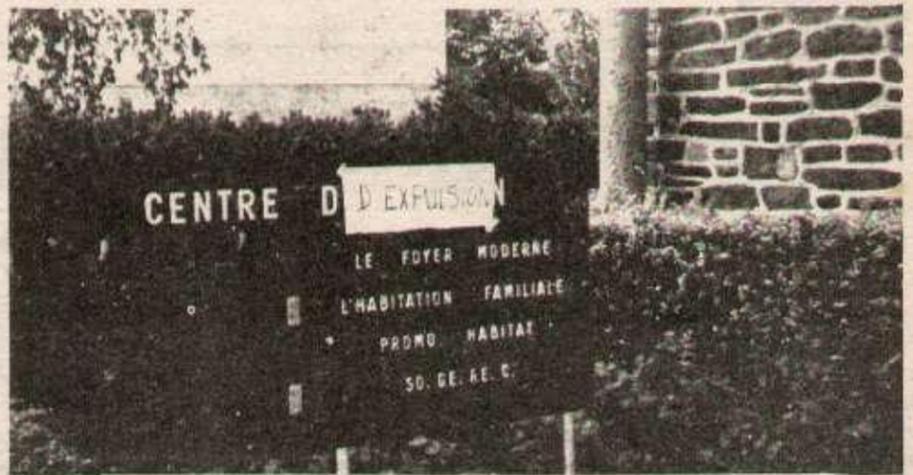


La cité des 4 000 à La Courneuve. 16 000 personnes s'entassent dans de gigantesques bâtiments de 9, 16 et jusqu'à plus de 20 étages. Les plaques de béton se descendent, des ascenseurs restent bloqués sans réparation, le plâtre se fendille, les logements et les escaliers se dégradent. Pourtant les loyers et les charges augmentent, y compris celles destinées à «l'entretien». Si l'office HLM n'a pas permis aux locataires de «reconquérir le cadre de vie», ce à quoi prétend démagogiquement le mouvement HLM, par contre on peut être sûr qu'il a fait «un bon placement».

On conçoit donc l'intérêt qu'offre pour les municipalités la gestion d'un Office municipal !

LES HLM recherchent des profits maximums

Le 2e loyer que constituent les charges comporte outre les «fournitures individuelles» telles le chauffage et l'eau, les «prestations» (frais de chauffage et d'éclairage des parties communes, frais d'as-



Le siège d'un office HLM de Rennes fort justement rebaptisé. Il a été occupé par des travailleurs pour exiger le relogement de locataires expulsés.

locataires en butte aux saisies ou aux expulsions pour retard de paiement de loyers ou de charges ont un tout autre avis. Certes la classe ouvrière a gagné par sa lutte un certain nombre de revendications sur le front du logement. Mais leur sauvegarde et leur extension passent justement aussi par la dénonciation du slogan mystificateur «HLM service public».

Pour servir la lutte des locataires et de tous les travailleurs, nous avons donc essayé d'aller plus loin dans la connaissance de ces fameux logements à «loyer modéré». Nous donnons donc ici les premiers résultats d'une enquête menée auprès de locataires, de lecteurs et aussi du collectif de la revue «Place».

QUELS INTÉRÊTS REPRÉSENTENT LES HLM ?

Ils sont étroitement liés pour beaucoup d'entre eux aux collectivités locales, départements ou municipalités, c'est-à-dire l'État. Le mouvement HLM ne cache pas d'ailleurs ses sympathies : «C'est la collectivité locale — par ses représentants élus — qui a vocation à prendre en compte l'ensemble des problèmes de l'habitat la concernant». Il ne cache d'ailleurs pas non plus l'idéologie participationniste qu'il cherche à promouvoir quand il déclare hypocritement : «L'usager doit avoir voix au chapitre».

Plus de 35 % du total des logements construits en France chaque année sont l'œuvre des HLM. «Le "Mouvement HLM" est fier d'avoir construit plus de trois millions de logements et d'avoir été le principal acteur de la politique sociale du logement. «Plusieurs ministres (ajoute-t-il) (nous) ont qualifié de "fer de lance" de la construction». Et c'est vrai qu'il a bien servi l'action de la partie la plus «avancée» du grand capital dans sa lutte contre les propriétaires fonciers pour rentabiliser la construction, diminuer dans une certaine mesure le prix des loyers et donc de la force du travail, c'est-à-dire les salaires. Le président de l'union des HLM, Lion, ancien responsable du ministère de l'Équipement n'avait-il pas d'ailleurs comme grand projet d'unifier les OPHLM pour en faire le premier promoteur immobilier de France ?

Sur le plan bancaire, le financement des HLM est-il déficitaire comme le prétendent certains ? Certes, la Caisse des prêts HLM, alimentée par la Caisse des dépôts qui gère l'épargne, pratique des prêts à faible taux d'intérêt, mais c'est parce que l'État la subventionne comme il le fait d'ailleurs couramment pour les monopoles. Pendant ce temps, cette grande banque d'État et cette énorme puissance financière qu'est la Caisse des dépôts et consignations prospère.

En 1966, 60 % de la construction a été financée par des capitaux «publics» et l'appétit des banques «privées» pour le marché du logement «social» en témoigne : l'affaire est rentable. D'ailleurs le fait qu'une certaine bourgeoisie bureaucratique d'État se soit opposée de même que les révisionnistes à ce qu'on ouvre ce marché au «privé» montre bien la nature des intérêts en jeu !